

ÉTUDE DU FCE SUR LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Les experts pointent du doigt l'absence de coordination entre l'agriculture et l'industrie

L'étude initiée par le Forum des chefs d'entreprises sur la sécurité alimentaire a été présentée hier, autour d'une conférence-débat, par Omar Bessaoud, professeur et chercheur au Ciheam (Centre international des hautes études agronomiques méditerranéennes) et à l'IAMM (Institut agronomique méditerranéen de Montpellier-France).

Naouel Boukir - Alger (Le Soir) - Cette étude sur la sécurité alimentaire est la première pour l'année en cours. Le Forum des chefs d'entreprises a prévu également deux autres enquêtes : l'une traitant de la transition énergétique et la seconde de l'économie numérique.

Selon les derniers chiffres publiés par la FAO (Organisation des Nations-Unies pour l'alimentation et l'agriculture) et qui remontent à 2011, l'Algérie compte 5,1% de sa population en état de sous-alimentation, 32% des enfants de moins de cinq ans présentent une anémie, 15,9% de ces mêmes enfants montrent un retard de croissance tandis que 17,5% des adultes sont en surpoids (obèses).

Du point de vue de la production, malgré un léger progrès, le professeur responsable de l'étude rappelle que le budget affecté à l'importation de produits agricoles est cinq fois plus important que celui dédié à la recherche en agro-

nomie qui est cependant le pilier fondamental pour le développement de ce secteur. Celui-ci ne dépasse pas les 0,21% du PIB aujourd'hui, l'un des taux les plus faibles au niveau mondial. La moyenne étant de l'ordre de 2% du PIB. Encore faut-il que ces statistiques recueillies soient crédibles. Pourquoi ? Le professeur O. Bessaoud, comme son confrère Slimane Bedrani, professeur à l'Ecole nationale supérieure agronomique d'Alger et directeur de recherches au Cread, sont conscients des difficultés qui subsistent quant à la récolte de celles-ci. «Ces chiffres peuvent être souvent fantaisistes au regard de l'organisation désastreuse de leur collecte par les pouvoirs publics. D'ailleurs, il n'existe même pas de cellule propre au sein du ministère de l'Agriculture qui assure cette mission», a déclaré ce dernier en connaissance de cause.

Outre cette confusion quant à l'information transmise, il y a une



Objectif, assurer la sécurité alimentaire de l'Algérie..

véritable déconnexion multidimensionnelle concernant cette branche, bien que vitale pour toute nation. Le secteur de l'agriculture souffre non seulement de l'absence de connectivité entre ses opérateurs économiques et les chercheurs du domaine dont les études sont souvent académiques, mais aussi du décalage conséquent entre les besoins et les offres en formations et qualifications des ingénieurs-agriculteurs et des ouvriers, ont relevé les deux interlocuteurs. Toutefois, «le constat le plus regrettable est la non-coordination des secteurs de l'industrie et

de l'agriculture». Or, le potentiel agronomique algérien est réellement énorme et est surtout déterminant pour cette sécurité alimentaire et la transition énergétique dont il est question actuellement.

C'est effectivement, une véritable «actualisation du secteur» que les experts recommandent vivement, autant sur le plan légal, qu'en matière de gouvernance des ressources humaines, matérielles et foncier agricole. L'établissement d'une stratégie à long terme pour assurer l'accompagnement du mixte des structures agraires ne

constitue pas une option, mais une nécessité afin de bâtir «une agriculture productive, écologique et de progrès, en mettant l'accent sur l'économie du savoir et de la connaissance».

Selon le collectif des experts, il s'agit là «d'une affaire de société puisque l'enjeu est tellement important quand on traite de la sécurité alimentaire». Et, c'est à la charge des pouvoirs publics d'organiser de grands débats sur ce challenge englobant l'ensemble des parties prenantes : Etat, chercheurs et opérateurs économiques, afin de capitaliser les expériences de chacun et d'arriver à un accord commun. Car, «sans consensus, il n'y aura pas de mobilisation, encore moins une évolution», a soutenu le professeur O. Bessaoud.

Et parlant précisément de mobilisation, il y a là une question de volonté, et de volonté politique qui s'impose. Or, le ministre de l'Agriculture, Kamel Chadi, convié à cette conférence-débat sur la sécurité alimentaire, n'a assisté qu'à l'allocution d'ouverture prononcée par le président du FCE, Ali Haddad.

Quant à la présence prévue du ministre de l'Industrie, Abdeslam Bouchouareb, elle n'a pas été honorée.

N. B.

JOURNÉE PARLEMENTAIRE SUR LE RÔLE DE L'INSTITUTION LÉGISLATIVE

Les députés plaident pour leurs intérêts

La journée parlementaire destinée à débattre du rôle et de la place de l'institution législative dans la Constitution de 2016, tenue hier à l'APN, s'est muée en un plaidoyer des représentants du peuple pour leurs étroits intérêts personnels.

Rym Nasri - Alger (Le Soir) - Les élus de l'APN n'ont pas hésité à détourner les débats de la journée parlementaire organisée hier, sur le rôle et la place de l'institution législative dans la Constitution de 2016. Ils ont préféré à ce thème une discussion ouverte de leurs préoccupations d'ordre social. Voilà tout leur problème.

Président la rencontre, Ben Rabah Zebbar, vice-président de l'APN chargé de la législation, n'a pas dérogé à la règle. Il a évoqué une «problématique» qu'il a qualifiée d'«injustice» envers les parlementaires. «Il y a confusion : nous ne demandons, ni augmentation des

primes, ni augmentation des salaires. Nous demandons la comptabilisation des années de travail des députés, au sein des entreprises économiques publiques et privées, et des activités commerciales ou libérales ayant précédé le mandat parlementaire de tous ceux qui se sont acquittés de leurs cotisations», explique-t-il.

Une revendication soutenue par la députée FLN, Saïda Bouneb, qui a insisté sur la comptabilisation des années d'activités précédant le mandat parlementaire des députés. D'ailleurs, précise-t-elle, deux cents députés sont concernés par le départ à la retraite. «Certes, nous défendons les droits du peuple, mais il faut aussi que nous défendons nos propres droits», se justifie-t-elle.

S'agissant des députés en fin de mandat parlementaire, elle réclame une réintégration dans le poste occupé précédemment avec promotion ou départ à la retraite s'il satisfait aux conditions y référentes.

L'ex-maire de Kouba a relevé d'autre part, les difficultés rencontrées par les députés dans leurs missions à l'étranger, d'où son plaidoyer indirect pour le bénéfice de passeport diplomatique. Elle a également plaidé pour la couverture sociale des représentants de la communauté algérienne à l'étranger car explique-t-elle «ils ne bénéficient pas de sécurité sociale dans le pays d'accueil».

De son côté, Mohamed Belattar, membre de la Commission des finances de l'APN, a préféré établir une comparaison entre l'assemblée algérienne et celles du Maroc, de la France et de l'Allemagne. Il estime que les députés algériens sont à peine à la «moitié» des salaires de leurs collègues des trois pays.

Soulignant la flagrante différence entre le salaire des parlementaires et le SNMG (Salaire national minimum garanti), il assure que l'écart est dû à la faiblesse du SNMG. «Ce n'est pas le salaire des députés qui est très élevé, mais c'est plutôt le SNMG qui est

très faible et ne reflète pas le pouvoir d'achat des Algériens», dit-il.

Dans le but de redonner la «vraie» place au député, le représentant du FLN estime que le parlementaire doit être accompagné dans sa mission de légifération par des assistants. Il exige ainsi de prévoir une prime pour assurer les salaires de ses assistants. Qualifiant la prime de la permanence fixée actuellement à 20 000 dinars, de «dérisoire», il propose également de la porter à 120 000 dinars.

Ry. N.

ACCIDENTS DE LA CIRCULATION À TRAVERS LE TERRITOIRE NATIONAL

La route a tué en une semaine 66 personnes et blessé 2 087 autres

La Direction générale de la Protection civile a enregistré, durant la semaine du 10 au 16 juillet dernier, 1639 accidents de la circulation à travers le territoire national qui ont causé la mort de 66 personnes et fait 2087 blessés.

Et c'est dans la wilaya de Bouira qu'a été enregistré le plus lourd bilan avec 7 personnes décédées et 59 autres blessées suite à 46 accidents de la route.

C'est dire que malgré les campagnes de sensibilisation entreprises tous azimuts, le nombre des accidents n'a pas diminué et ce fléau continue, au grand dam des familles, à les endeuiller. Selon les différentes enquêtes, il s'avère que le facteur humain en est la cause principale. Dans ce cas de figure, la prise de conscience reste de mise.

M. B.

SÉCURITÉ ROUTIÈRE

«Tariki» une application pour route tranquille

La Gendarmerie nationale, qui compte 115 000 km de routes dans son secteur de compétence, soit 85% du réseau existant, a développé une application pour informer les usagers sur l'état du trafic routier en temps réel.

Une application dédiée au trafic routier est lancée par la Gendarmerie nationale dans l'optique d'aider les usagers de la route à s'informer en temps réel de l'état de la circulation en temps réel. Il a été présenté hier, lors d'une conférence de presse organisée au commandement de la Gendarmerie nationale (GN) à Chéraga.

Développée par des informaticiens de la GN, cette application, souligne-t-on, vient accompagner

la dynamique d'utilisation des TIC en Algérie, où la population est de plus en plus connectée grâce à la généralisation de l'Internet mobile. «La GN aspire à travers cet outil, utiliser les TIC à des fins de prévention et de sécurité routière», indique-t-on.

L'application, baptisée «Tariki» (ma route, ndlr) est téléchargeable sur le site www.tariki.dz et fonctionne sur téléphone cellulaire, tablettes et laptops.

Elle propose une carte interactive qui affiche différentes informations utiles aux usagers de la route. «Incidents de la route, itinéraires possibles et optimaux, bouchons et embouteillages, météo, aires de repos et de services, parkings, hôpitaux, hôtels etc.», précise-t-on. Elle participe aussi aux actions de sensibilisation des usagers de la route à travers des conseils éducatifs.

Le site est aménagé en plusieurs rubriques (situation routière, itinéraires, actualités, éducation routière) qui facilitent la recherche de l'information souhaitée. Le portail «Tariki», développé en deux langues (arabe et

français), est alimenté par le centre d'information et de coordination routière de la Gendarmerie nationale et ce, à travers les groupements territoriaux de la Gendarmerie nationale des (48) wilayas du territoire national.

«C'est un outil technologique grand public, lancé dans le cadre de la consolidation des actions de proximité envers les citoyens, pouvant offrir un service public de qualité, permettant aux usagers de la route de s'informer sur la situation routière en temps réel, afin de les assister dans leurs déplacements à travers le réseau routier», conclut-on.

L. H.